



SUISSE-UE

L'échange automatique d'informations, le «meilleur moyen»

Pour le commissaire européen à la fiscalité Algirdas Semeta, l'échange automatique d'informations en matière fiscale constitue le meilleur moyen de récupérer de l'argent. Pour cette raison, Bruxelles n'entend pas relâcher ses efforts visant à défendre ce principe hors de l'UE.

Rencontrant les médias suisses hier à Bruxelles, M. Semeta n'a toutefois pas voulu répondre à la question de quand la Commission allait réclamer à la Suisse d'introduire l'échange automatique d'informations. «Nous sommes réalistes et nous savons qu'une introduction globale [de ce principe] demande du temps», a-t-il dit.

En outre, deux Etats membres – l'Autriche et le Luxembourg – sont toujours opposés à cette forme d'échange d'informations. La directive européenne sur la fiscalité de l'épargne prévoit que ces deux pays passent à l'échange automatique d'informations dès que l'UE aura conclu avec la Suisse et quatre autres Etats tiers des accords sur l'échange d'informations selon les standards de l'OCDE.

De son côté, la Confédération défend très activement l'idée de discuter d'un impôt libérateur avec les Etats européens, a souligné M. Semeta.

ATS

EN BREF

LES DÉPENSES PUBLICITAIRES ONT BONDÉ MÉDIAS

Les dépenses publicitaires en Suisse ont bondi en septembre, grimpaient de 11% par rapport au même mois de l'an passé pour atteindre 443 millions de francs. Il s'agit du meilleur mois de septembre en dix ans, relève l'institut Media Focus. Tous mois confondus, un tel niveau n'avait plus été atteint depuis fin 2007. ATS

Crise financière: le mea culpa d'UBS

DÉBÂCLE • Le numéro un bancaire suisse reconnaît des erreurs stratégiques et «s'être bercé d'illusions» sur les subprimes. Mais il maintient son refus de poursuivre ses ex-dirigeants.

UBS ne nous avait pas habitués à tant d'autocritique. La grande banque a publié hier un rapport «faisant toute la lumière» sur les colossales pertes subies lors de la crise des marchés financiers, qui l'ont contrainte à quémander l'aide de l'Etat, et sur ses activités de gestion de fortune aux USA. Pour éviter à UBS des poursuites judiciaires aux Etats-Unis pour complicité d'évasion fiscale, la Confédération avait dû ouvrir une brèche dans le secret bancaire.

«Aujourd'hui, nous avons posé les jalons pour tourner la page sur les événements du passé», a déclaré le président du conseil d'administration d'UBS Kaspar Villiger, venu présenter devant la presse le «Rapport sur la transparence à l'intention des actionnaires». Dans cette confession longue de quelque 70 pages, UBS admet avoir commis des erreurs stratégiques concernant sa banque d'affaires et s'être «bercé d'illusions» sur la valeur des subprimes. Elle reconnaît aussi n'avoir pas dit clairement qu'elle attendait de ses collaborateurs «de plein respect» de toutes les dispositions légales en vigueur aux USA.

Dirigeants pas poursuivis

Malgré ce mea culpa, UBS maintient sa décision de ne pas poursuivre les anciens dirigeants de la banque. Avec cette décision, «nous ne voulons ni embellir les erreurs de gestion du passé ni délivrer les personnes en question de leur responsabilité entrepreneuriale», a assuré Kaspar Villiger. Dès lors que «des enseignements du passé ont été tirés», «il est important maintenant que nous nous concentrons sur l'avenir».

Dans le détail, UBS arrive à la conclusion que «le manque de planification systématique de la stratégie de croissance de la banque d'affaires a fortement contribué» aux pertes essuyées lors de la crise des subprimes. «Les incitations de l'époque du système de rémunération à générer du chiffre d'affaires sans prendre suffisamment en compte les risques» les ont encore favorisées.

Différentes unités d'affaires d'UBS pratiquaient les mêmes opérations, «multipliant ainsi les risques». Les capitaux levés sur le marché étaient «transférés sans prime de risque au sein de la banque, permettant à la banque d'affaires de se refinancer à bon compte et d'édifier des positions qui se sont avérées par la suite génératrices de pertes». Le total de bilan «n'était soumis à aucune limite» et «il n'existait pas d'aperçu global du risque

pour toute la banque». La gestion des risques se basait de manière excessive sur des modèles statistiques et les notations des agences externes n'étaient pas vraiment remises en question. Malgré des mises en garde, la banque «s'est à tort bercée dans l'illusion» que la valeur de ses produits financiers liés au marché immobilier américain était stable et qu'ils étaient suffisamment couverts contre d'éventuelles pertes.

GROSSE ENVIE DE TOURNER LA PAGE?

Si le rapport de l'UBS ne défrise personne à droite – les libéraux-radicaux ont salué sa sortie et demandé d'agir contre les excès des bonus – pour la gauche, il ne vaut guère plus que «le papier sur lequel il a été imprimé». Il veut boucler au plus vite le chapitre d'une débâcle et dédouaner les anciens responsables, a communiqué hier le Parti socialiste (PS). Même tonalité à l'Union syndicale suisse (USS). «Si la direction de l'UBS montre quelque repentance, son comportement n'a pas changé. Elle présente des expertises à la limite de la complaisance et constate que les leçons ont été tirées.» Or seule une commission d'enquête parlementaire aurait pu débrouiller les liens entre l'UBS et la

Quant aux activités de gestion de fortune transfrontalière aux Etats-Unis, UBS ne disposait d'aucune «analyse complète et continue» de leur conformité aux dispositions américaines avant le début des enquêtes aux USA.

Des manquements ont également été constatés dans la formation et l'instruction des collaborateurs. Les règles internes «étaient trop peu précises» et les attentes «n'ont pas été communiquées

suffisamment clairement». En clair, il manquait un «système efficace en matière de contrôle de la conformité aux règles et de la surveillance». Un tel système aurait été nécessaire, d'une part, «pour communiquer clairement que la banque attendait de ses collaborateurs le plein respect de toutes les dispositions légales en vigueur aux Etats-Unis» et, d'autre part, «pour identifier et corriger rapidement les cas de violation des règles».

Mauvaise publicité

Dans le rapport, UBS explique en outre pourquoi le conseil d'administration a renoncé à poursuivre les anciens dirigeants de la grande banque. Selon divers avis externes, les chances de succès de telles plaintes pénales étaient «plus qu'incertaines». Les procédures auraient, en revanche, occasionné «des frais élevés» pour la banque et «véhiculé une publicité négative dans le monde entier», empêchant le rétablissement de la réputation d'UBS. Enfin, elles auraient par ailleurs «affaibli» la position d'UBS elle-même dans des procès en cours.

Des mesures ont été prises pour corriger les dérives constatées, rappelle UBS. La direction de la banque a été presque entièrement renouvelée et la stratégie remaniée. AP



Malgré son mea culpa, UBS maintient sa décision de ne pas poursuivre les anciens dirigeants de la banque, a annoncé hier Kaspar Villiger, président du conseil d'administration du géant bancaire. KEYSTONE

GUATEMALA

Amnesty appelle la Suisse à s'engager dans l'enquête Sperisen

La justice espagnole a arrêté mercredi l'ex-ministre guatémaltèque de l'Intérieur Carlos Vielman, accusé d'avoir participé à des exécutions extrajudiciaires. Amnesty International (AI) demande à la Suisse de s'engager dans l'enquête contre un autre ancien haut fonctionnaire, Erwin Sperisen.

L'ancien directeur de la police nationale civile (PNC), qui réside actuellement à Genève, dispose de la double nationalité suisse et guatémaltèque et ne peut à ce titre être extradé vers le Guatemala. Dans un communiqué publié hier, AI appelle les autorités suisses à collaborer à «l'éclaircissement rapide des faits qui lui sont reprochés».

«Ce cas est particulièrement important dans la lutte contre l'impunité et pour le renforcement de l'état de droit au Guatemala. C'est pourquoi il est indispensable que la Suisse, comme tous les Etats, respecte ses engagements en matière de droit international et veille à ce que de telles accusations fassent l'objet d'une enquête et que les responsables soient traduits en justice», explique Manon Schick, porte-parole de la section suisse d'AI.

Celle-ci et l'ONG TRIAL (Track Impunity Always) avaient déjà appelé au début septembre la Suisse à coopérer dans l'enquête sur Erwin Sperisen. Entre-temps, le procureur général du

canton de Genève, Daniel Zappelli, a ouvert une enquête.

Un tribunal guatémaltèque avait émis début août des mandats d'arrêt contre 19 ex-fonctionnaires, dont MM. Sperisen et Vielman, accusés d'avoir fait partie d'un groupe criminel autonome au sein du Ministère de l'intérieur. Dix d'entre eux au moins ont déjà été arrêtés.

Ces responsables sont accusés d'avoir pris part aux exécutions extrajudiciaires de détenus évadés de la prison d'El Infernito en octobre 2005, ainsi que de détenus de la prison de El Pavón en septembre 2006 et d'autres crimes. Les deux prisons sont proches de la capitale du Guatemala.

«Ces anciens fonctionnaires doivent être renvoyés au Guatemala pour y être confrontés à la justice ou être jugés dans leur pays de résidence actuel, dans le respect des normes internationales de droits humains», a déclaré Sebastian Elgueta, chercheur sur l'Amérique centrale au Secrétariat international d'AI à Londres.

L'ancien chef de la Police nationale civile (PNC) guatémaltèque se déclare victime d'une «campagne de diffamation» et de «manœuvres politiques» liées à son action contre les narco-trafiquants lors de son mandat de 2004 à 2007. ATS



Erwin Sperisen, ancien directeur de la police nationale civile, réside actuellement à Genève. KEYSTONE